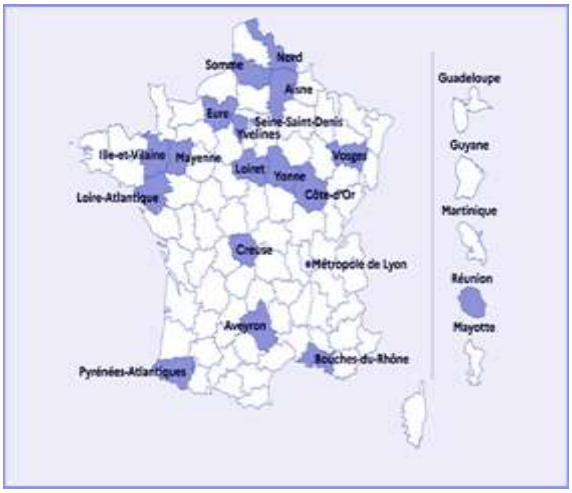
snU. PÔLE EMPLOI FSU GRAND EST

flash' Info France Travail N°2

Nancy, le 20 Décembre 2022

19 départements ou collectivités expérimenteront pendant 1 an l'insertion des bénéficiaires du RSA



Nous connaissons les 19 départements sélectionnés pour mettre en place l'expérimentation sur les bénéficiaires du RSA. Pour notre région il n'y aura qu'un seul département : **les Vosges (88)**

Olivier Dussopt affirme que « le fil conducteur de cette mesure sera d'assortir le versement de l'allocation d'une logique de droit et devoirs pour la personne : droit à être aidée de manière intensive pour retrouver un travail, devoir de se conformer à un volant d'activités hebdomadaire pour y parvenir. A l'image de ce qui a été instauré depuis le début de l'année avec le Contrat d'engagement jeune (CEJ). ***Ce n'est ni du travail gratuit, ni du bénévolat obligatoire***

Thibaut Guilluy affirme qu'il y aura 3 parcours types d'accompagnement pour les allocataires du RSA :

1. Pour ceux qui sont prêts à reprendre un travail, **l'accompagnement se fera sous l'égide d'un conseiller Pôle emploi, en liaison avec un travailleur social,**
2. Pour ceux qui ont une problématique sociale plus importante, l'accompagnement se fera à la manière de ce qui se fait avec **l'accompagnement global**,
3. Pour ceux qui ont des freins sociaux prédominants, le travailleur social aura la main.

« **Régions de France** » a publié sa contribution pour France travail, avec l'annonce d'un guide blanc sur **la régionalisation de la compétence emploi** **pour le 8 mars prochain** et pose ses conditions :

En Bref : Les Régions veulent organiser le financement des formations, être responsable de la coordination des actions, de l'orientation et de l'information sur les métiers…

Les régions voudraient donc ainsi être "reconnues comme financeur unique des formations individuelles et collectives..

Les régions considèrent qu'elles "doivent bénéficier d'une compensation financière complète de la compétence ainsi exercée".

En région, selon elles, France Travail doit devenir "le point d'entrée de l'accompagnement des DE, hors allocataires du RSA". "France Travail définirait, avec les Régions, les modalités de l'accompagnement des DE (insertion, logement, santé, mobilité pro)…"

En matière de gouvernance, **Régions de France** veut entrer de plein droit dans le SPE (1er cercle), réformer le Crefop, et prioriser les actions de France Travail ! Donc voudrait être centrales et décideuses dans le process…

France TRAVAIL attise clairement les convoitises des politiques … A SUIVRE